

Table des matières

Liste des abréviations	7
Introduction générale	13
SECTION 1	
La primauté de la règle internationale et ses principes conventionnels.....	14
§ 1. Les normes universelles de l'OIT.....	15
§ 2. Les normes régionales européennes.....	17
SECTION 2	
La loi nationale face à la négociation collective.....	20
§ 1. L'accord collectif, une complémentarité organisée	22
1.1. La négociation collective, instrument d'application de la loi.....	22
1.2. La négociation collective, source conventionnelle de la loi.....	24
§ 2. L'accord collectif, une source autonome.....	25
SECTION 3	
Le contrat individuel face à l'accord collectif.....	28
PARTIE I	
L'individualisation du travail.....	33
SECTION 1	
Le conseil de prud'hommes.....	34
§ 1. Compétence.....	34
§ 2. Procédure prud'homale.....	36

SECTION 2	
L'inspection du travail	40
§ 1. Missions de l'inspecteur du travail	40
§ 2. Pouvoirs de sanction.....	41
CHAPITRE I	
Une relation contractuelle bilatérale	43
SECTION 1	
La formation de la relation du travail	45
§ 1. Les normes générales de recrutement.....	46
1.1. Le droit à la subjectivité.....	46
1.2. Le devoir d'objectivité	47
1.2.1. La non-discrimination	47
1.2.2. Les discriminations positives.....	50
1.2.3. L'action en justice	51
1.3. Le principe de bonne foi	53
1.4. Les limites à la liberté de sélectionner	54
§ 2. Les normes susceptibles d'être utilisées	54
2.1. La promesse d'embauche.....	55
2.2. La période d'essai.....	56
2.2.1. L'utilité de la période d'essai.....	56
2.2.2. La rupture de la période d'essai	58
§ 3. La norme juridique de référence et son corollaire	60
3.1. Le CDI, la norme de la garantie de travail	60
3.1.1. La subordination juridique.....	60
3.1.2. La présomption de salariat	61
3.1.3. La présomption de non-salariat	62
3.2. Le CDD, la norme de la précarité du travail.....	64
3.2.1. Une pratique utile.....	65
3.2.2. Une exception obligée.....	65
§ 4. Les normes particulières	68

4.1.	Les contrats d'accès à l'emploi	68
4.1.1.	Le contrat d'apprentissage	68
4.1.2.	Le contrat de professionnalisation	70
4.1.3.	Les contrats particuliers d'insertion des jeunes ...	71
4.2.	Les contrats de maintien dans l'emploi	71
4.2.1.	Le contrat de génération.....	71
4.2.2.	Le maintien des séniors en emploi	73
4.2.3.	Les contrats aidés.....	74
4.2.4.	L'impact des accords « offensifs » et « défensifs » sur les contrats.....	74
4.3.	Les autres contrats de travail précaires	75
4.3.1.	Le contrat de travail temporaire ou l'intérim	75
4.3.2.	Le contrat à durée déterminée à objet défini (CDDOD).....	77
4.3.3.	Le contrat de travail à temps partiel.....	78
4.4.	Les contrats atypiques.....	79
4.5.	Les contrats d'extériorisation du travail	79
4.5.1.	La sous-traitance	80
4.5.2.	Le prêt de main-d'œuvre.....	80
4.5.3.	Le portage salarial.....	81
4.5.4.	Le délit de marchandage.....	82

SECTION 2

La rupture du contrat de travail..... 83

§ 1.	La fin de la relation de travail à l'initiative du salarié	84
1.1.	La démission.....	84
1.1.1.	Une volonté claire et non équivoque	84
1.1.2.	Le délai de préavis	85
1.1.3.	La démission abusive	86
1.1.4.	La démission légitime	87
1.2.	La prise d'acte	87
1.2.1.	Une rupture immédiate du contrat de travail ...	87

1.2.2.	La requalification de la prise d'acte	89
1.2.3.	La prise d'acte abusive	90
1.3.	Le départ à la retraite	91
1.3.1.	Un régime strictement encadré par le législateur	91
1.3.2.	Une décision personnelle.....	92
§ 2.	La fin de la relation de travail à l'initiative de l'employeur	93
2.1.	La mise à la retraite	93
2.1.1.	La retraite d'office	93
2.1.2.	Les sanctions	95
2.2.	Le licenciement pour motif personnel.....	95
2.2.1.	Le licenciement disciplinaire et non- disciplinaire	96
2.2.2.	La cause réelle et sérieuse.....	97
2.2.3.	La faute professionnelle.....	98
2.2.4.	La distinction faute grave et faute lourde.....	98
2.2.5.	Réintégration ou indemnisation ?.....	99
2.2.6.	Le licenciement nul.....	102
2.3.	Le licenciement pour motif économique.....	103
2.3.1.	La définition du motif économique	103
2.3.2.	L'obligation d'adaptation et l'obligation de reclassement.....	107
2.3.3.	Les difficultés économiques.....	109
2.3.4.	L'introduction de nouvelles technologies	111
2.3.5.	La cessation d'activité.....	111
2.3.6.	La réorganisation de l'entreprise pour sauvegarder la compétitivité	112
2.3.7.	Les accords de maintien de l'emploi et les accords de préservation et de développement de l'emploi	114
2.3.8.	Le contrat de sécurisation professionnelle et le congé de reclassement.....	115

2.3.9.	Le droit au reclassement	116
2.3.10.	Le plan de sauvegarde de l'emploi.....	117
2.3.11.	Le plan de reclassement.....	118
2.3.12.	L'ordre des licenciements.....	119
2.3.13.	Les procédures de licenciements économiques.....	121
2.3.14.	Le plan de départ volontaire.....	124
§ 3.	La fin de la relation de travail par accord mutuel.....	124
3.1.	La rupture anticipée du CDD.....	124
3.2.	La rupture conventionnelle.....	125
3.3.	L'accord sur les conséquences de la rupture ou la transaction	130
§ 4.	La fin de la relation de travail sur intervention du juge : la résiliation judiciaire.....	132

CHAPITRE II

Un double engagement individuel dans l'exécution du contrat de travail.....

SECTION 1

	Les obligations et droits du salarié	138
§ 1.	L'aptitude à faire.....	139
1.1.	L'aptitude au travail.....	139
1.2.	L'aptitude professionnelle	140
§ 2.	Le devoir de bien faire.....	141
2.1.	Les obligations inhérentes au contrat de travail	141
2.1.1.	L'acte d'insubordination	141
2.1.2.	La bonne foi et la loyauté.....	142
2.1.3.	L'obligation d'exclusivité.....	143
2.1.4.	L'obligation de sécurité	144
2.2.	Les obligations spécialement stipulées dans le contrat de travail.....	145
2.2.1.	La clause de non-concurrence.....	145

2.2.2.	La clause de mobilité	147
2.2.3.	La clause de dédit-formation	148
§ 3.	Le temps de travail	149
3.1.	L'horaire collectif de travail.....	150
3.1.1.	La durée légale de travail	150
3.1.2.	Le temps de travail effectif.....	151
3.1.3.	Le temps de trajet.....	152
3.1.4.	Le temps d'astreinte	153
3.1.5.	Les heures d'équivalence.....	154
3.2.	Les heures supplémentaires	154
3.2.1.	Le contingent annuel d'heures supplémentaires.....	155
3.2.2.	Le repos compensateur	156
3.3.	Les conventions de forfait.....	157
3.3.1.	Le forfait-heures.....	157
3.3.2.	Le forfait-jours.....	158
3.4.	Les horaires atypiques.....	160
3.4.1.	Le travail de nuit.....	160
3.4.2.	Le travail posté.....	163
3.4.3.	Le repos dominical.....	164
3.4.4.	Le travail du dimanche	165
3.5.	Les temps de travail particuliers	166
3.5.1.	Le travail intermittent	167
3.5.2.	La récupération des heures perdues.....	167
3.5.3.	Les jours fériés et chômés	168
3.5.4.	Les jours de RTT.....	169
3.5.5.	Le compte épargne temps	169
3.5.6.	Les congés payés	170
3.6.	Le temps partiel.....	174
3.7.	Le temps aménagé	176

SECTION 2

Les obligations et droits de l'employeur.....	178
§ 1. Les obligations de l'employeur.....	178
1.1. Le lieu de travail.....	178
1.1.1. Le choix du lieu d'exécution du travail.....	178
1.1.2. Les déplacements.....	179
1.2. Le travail à domicile.....	180
1.2.1. Le régime juridique applicable.....	180
1.2.2. Le télétravail.....	181
1.3. La rémunération.....	182
1.3.1. Les composantes du salaire.....	182
1.3.2. L'encadrement du salaire.....	182
1.3.3. La rémunération variable.....	184
1.3.4. La rémunération du chef d'entreprise salarié...	186
§ 2. Le pouvoir de direction.....	186
2.1. Le pouvoir de direction économique.....	186
2.1.1. Un pouvoir issu du droit de propriété.....	187
2.1.2. Un pouvoir discrétionnaire.....	187
2.1.3. Un pouvoir relatif.....	188
2.1.4. Le respect de la vie privée du salarié.....	188
2.2. Le pouvoir réglementaire.....	190
2.2.1. Les critères du règlement intérieur.....	190
2.2.2. Le contenu du règlement intérieur.....	191
2.3. Le pouvoir disciplinaire.....	192
2.3.1. La faute disciplinaire.....	193
2.3.2. La sanction disciplinaire.....	193
2.3.3. La procédure disciplinaire.....	195
2.4. Le pouvoir de modifier le contrat de travail.....	196
2.4.1. La modification des conditions de travail.....	197
2.4.2. La modification du contrat de travail.....	198
2.4.3. Le transfert du contrat de travail.....	204

SECTION 3**Des obligations au défi commun :****la formation professionnelle..... 212****§ 1. La formation professionnelle, un investissement majeur pour l'entreprise 212****1.1. Une obligation juridique..... 213**

1.1.1. Le pouvoir de direction de l'employeur..... 213

1.1.2. Les conséquences du refus du salarié..... 214

1.2. Un enjeu politique..... 214

1.2.1. Le plan de formation..... 216

1.2.2. L'évaluation de la formation 216

1.3. Un enjeu financier 217**§ 2. La formation professionnelle, un projet de développement personnel 218****2.1. L'entretien professionnel 220****2.2. Les congés de formation 221****2.3. Le congé individuel de formation 223****§ 3. La formation professionnelle, un moyen de sécuriser un parcours professionnel 225****3.1. Le compte personnel de formation..... 225****3.2. Le compte personnel d'activité 227****3.3. Le conseil en évolution professionnelle 229****CHAPITRE III****Un enjeu caché des relations de travail : la santé..... 233****SECTION 1****Un système institutionnel à vocation sécuritaire 234****§ 1. Un cadre juridique très internationalisé 235**

1.1. Au niveau international..... 235

1.2. Au niveau européen 236

1.3. Au niveau national 238

§ 2. Un système de prévention fondé sur la coopération des acteurs..... 239

2.1.	La prévention, une responsabilité collective structurée	239
2.1.1.	Les délégués du personnel, acteurs de la prévention	239
2.1.2.	Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, organe de coopération	240
2.2.	Le salarié, garant de sa propre sécurité	242
2.2.1.	Une obligation de sécurité	242
2.2.2.	Le droit de retrait.....	243
2.2.3.	Le droit d'alerte	243
2.3.	L'employeur, acteur premier de la sécurité	244
2.3.1.	Un devoir de formation.....	244
2.3.2.	Un devoir de prévention.....	245
2.3.3.	Une obligation de sécurité de résultat.....	246
§ 3.	La médecine du travail, un partenaire obligé	247
3.1.	Le service de santé au travail	248
3.2.	Le médecin du travail.....	248

SECTION 2

	La prévention des risques professionnels	250
§ 1.	Les risques du travail	251
1.1.	L'accident du travail	251
1.2.	L'accident de trajet.....	254
1.3.	La maladie professionnelle.....	255
1.4.	Le harcèlement	256
1.4.1.	Le harcèlement moral.....	257
1.4.2.	Le harcèlement managérial	258
1.4.3.	Le harcèlement discriminatoire.....	258
1.4.4.	Le harcèlement sexuel	259
1.4.5.	La qualification du harcèlement.....	260
§ 2.	Un droit à réparation favorable	261
2.1.	La reconnaissance du caractère professionnel.....	262
2.2.	Le principe d'une indemnisation forfaitaire	263

2.3.	Le droit à une réparation complémentaire	264
2.3.1.	La faute inexcusable	264
2.3.2.	La faute intentionnelle.....	268
2.4.	Le droit à une protection particulière de l'emploi....	269
2.4.1.	Une période de suspension liée à l'accident ou à la maladie.....	269
2.4.2.	Les conditions de rupture du contrat de travail après la période de suspension	269

SECTION 3

La relation santé-travail.....

§ 1.	La maladie, un motif de préservation de l'emploi occupé	271
1.1.	Le point de départ.....	271
1.1.1.	L'information de l'employeur	271
1.1.2.	La suspension du contrat de travail du salarié en état de maladie	272
1.1.3.	Une garantie de ressources	273
1.1.4.	Le droit à la contre-visite.....	273
1.2.	La reprise du travail	275
1.3.	La suspension dans les situations particulières	276
1.3.1.	La maladie en période d'essai	277
1.3.2.	La maladie en période de préavis	277
1.3.3.	La maladie en période de congés.....	277
1.3.4.	La maladie en période de grève.....	278
1.4.	La protection de l'emploi en cas de suspension du contrat	279
1.4.1.	Le licenciement	279
1.4.2.	La période de protection prévue par les conventions collectives.....	280
1.4.3.	Les indemnités	280
§ 2.	L'aptitude-inaptitude, de nouvelles règles.....	280
2.1.	Les visites médicales	281
2.1.1.	La visite d'information et de prévention.....	282

2.1.2.	La visite de pré-reprise et de reprise.....	283
2.1.3.	L'avis d'inaptitude.....	284
2.1.4.	L'avis d'aptitude avec réserves des salariés en suivi médical renforcé	285
2.1.5.	La contestation de l'avis rendu par le médecin du travail	285
2.2.	Le droit au maintien ou à la réintégration dans l'emploi	286
2.3.	Le droit au reclassement	287
2.3.1.	Une obligation de reclassement.....	287
2.3.2.	Une obligation par tout moyen	288
2.3.3.	Le délai de reclassement	289
2.3.4.	Un droit de refus	289
2.3.5.	Les conséquences de la rupture du contrat	290
§ 3.	La prise en compte du handicap	292
3.1.	L'emploi en milieu ordinaire de travail.....	293
3.2.	L'emploi en milieu adapté.....	294

SECTION 4

	Le bien-être au travail, un défi nouveau.....	295
§ 1.	La qualité de vie au travail, une recherche individuelle	296
1.1.	L'aménagement du temps de travail	297
1.2.	L'entreprise, lieu de socialisation.....	298
1.3.	Le management et la performance.....	299
§ 2.	Le bien-être au travail, une responsabilité sociale de l'entreprise	300
2.1.	Le mal-être, une réalité cachée.....	300
2.2.	Le bien-être, une exigence managériale.....	302
§ 3.	L'équilibre vie privée-vie professionnelle, une autre relation de travail.....	304
3.1.	La part de vie personnelle dans le travail	305
3.2.	L'invasion de la sphère professionnelle dans la sphère privée	306
3.3.	La conciliation vie professionnelle et vie privée.....	307

PARTIE II

La permanence du collectif.....	311
SECTION 1	
L'organisation internationale du travail.....	313
SECTION 2	
Les institutions européennes	313
CHAPITRE I	
L'origine du collectif : le besoin d'une représentation...	317
SECTION 1	
La liberté syndicale.....	318
SECTION 2	
La non-discrimination syndicale	319
SECTION 3	
La représentation syndicale.....	322
§ 1. La représentativité syndicale	325
1.1. Une présomption irréfragable	326
1.2. Une présomption démontrée.....	327
1.2.1. Les critères de qualification	327
1.2.2. Les critères de représentativité.....	328
1.2.3. La représentativité patronale	329
§ 2. La représentation syndicale	332
2.1. L'action syndicale et le délit d'entrave	333
2.2. La section syndicale d'entreprise	335
2.2.1. La mise en place d'une section syndicale d'entreprise.....	336
2.2.2. Le représentant de la section syndicale.....	337
2.2.3. Les missions et moyens de section syndicale ...	338
2.2.4. La section syndicale et internet.....	339
2.2.5. La section syndicale et l'intranet.....	340
2.3. Le délégué syndical	341
2.3.1. La désignation du délégué syndical	341
2.3.2. Les missions du délégué syndical.....	342

2.4. Les représentants syndicaux au comité d'entreprise ou d'établissement.....	343
---	-----

SECTION 4

La représentation du personnel.....	345
-------------------------------------	-----

§ 1. Les structures de base de la représentation du personnel	345
---	-----

1.1. La commission paritaire régionale interprofessionnelle	346
---	-----

1.2. Le délégué du personnel	346
------------------------------------	-----

1.2.1. Les missions du délégué du personnel	347
---	-----

1.2.2. La consultation du délégué du personnel	349
--	-----

1.2.3. La suppléance d'autres instances de représentation du personnel.....	350
---	-----

1.2.4. Le mandat du délégué du personnel.....	351
---	-----

1.2.5. Le statut des délégués du personnel	353
--	-----

1.2.6. Le délégué de site.....	353
--------------------------------	-----

1.2.7. La délégation unique du personnel	354
--	-----

1.3. Le comité d'entreprise	355
-----------------------------------	-----

1.3.1. La mise en place du comité d'entreprise.....	355
---	-----

1.3.2. La composition du comité d'entreprise	355
--	-----

1.3.3. Le représentant syndical au comité d'entreprise.....	356
---	-----

1.3.4. Le rôle du comité d'entreprise	356
---	-----

1.3.4.1. LES ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES DU COMITÉ D'ENTREPRISE	357
--	-----

1.3.4.2. LES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE D'EMPLOI ET DE TRAVAIL	360
---	-----

1.3.4.3. LES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES	363
--	-----

1.3.4.4. LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE.....	364
---	-----

1.3.4.5. LES COMMISSIONS DU COMITÉ D'ENTREPRISE.....	365
--	-----

1.3.4.6. LE RECOURS À DES EXPERTS.....	366
--	-----

1.3.4.7. LES COMITÉS D'ÉTABLISSEMENT ET LE COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE.....	368
---	-----

1.4.	Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)	369
1.4.1.	Les seuils.....	369
1.4.2.	La composition du CHSCT	370
1.4.3.	Le rôle du CHSCT	370
1.4.4.	Le fonctionnement du CHSCT	371
1.4.5.	L'instance de coordination	372
1.4.6.	Les missions du CHSCT	374
1.5.	Les réunions communes aux institutions représentatives du personnel	375
1.6.	Le regroupement d'instances	375
§ 2.	Les structures de coordination	376
2.1.	Le comité de groupe.....	376
2.2.	Le comité interentreprises (CIE)	378
2.3.	Le comité d'entreprise européen.....	378
2.4.	Les comités de société européenne	381

SECTION 5

	Le statut des représentants du personnel	383
§ 1.	Des droits pour pouvoir faire	384
1.1.	Les heures de délégation	384
1.2.	La liberté de déplacement.....	385
§ 2.	Le statut protecteur des représentants du personnel	386
2.1.	La portée de la protection.....	387
2.2.	La procédure spéciale.....	387
2.2.1.	La consultation du comité d'entreprise	387
2.2.2.	L'autorisation de l'inspecteur du travail.....	388
2.3.	L'absence d'autorisation administrative	389

CHAPITRE II

	La raison d'être du collectif : la négociation	393
--	---	-----

SECTION 1

	La démarche conventionnelle	395
§ 1.	Le statut conventionnel	396

§ 2. La pluralité des niveaux de négociation.....	398
2.1. L'accord national interprofessionnel (ANI).....	398
2.2. La convention ou l'accord de branche.....	399
2.3. La convention ou l'accord de groupe	400
2.4. L'accord interentreprises	400
§ 3. La primauté de l'accord d'entreprise.....	401
3.1. Le monopole syndical.....	402
3.1.1. La négociation avec le délégué syndical.....	402
3.1.2. L'accord atypique.....	403
3.1.3. Les accords sans délégués syndicaux.....	403
3.2. Les négociations d'entreprise obligatoires.....	405
3.2.1. La négociation obligatoire.....	406
3.2.2. La négociation facultative.....	409
3.2.3. Une obligation de négocier, non de conclure..	409

SECTION 2

L'impact conventionnel.....	410
§ 1. La force de la convention collective.....	410
1.1. Le champ d'application	411
1.1.1. Le critère territorial	411
1.1.2. Le critère professionnel.....	411
1.1.3. Une volonté claire et non équivoque de l'employeur.....	412
1.2. La mise en œuvre de la convention collective	413
1.2.1. L'interprétation de la convention collective.....	413
1.2.2. Les actions en justice	413
1.3. Les concours de conventions collectives.....	414
§ 2. La tentation de l'universalité.....	415
2.1. L'adhésion.....	415
2.2. L'extension.....	416
2.3. L'élargissement.....	417

SECTION 3

L'étrange destinée de la convention collective.....	418
§ 1. Le terme	418
§ 2. La dénonciation	419
§ 3. La révision.....	421
§ 4. La mise en cause	422

CHAPITRE III**L'arme du collectif : le conflit** 427**SECTION 1**

La grève, un droit constitutionnel.....	429
§ 1. Une liberté fondamentale	430
1.1. Les critères distinctifs du droit de grève.....	430
1.2. Les effets de la grève	433
§ 2. Un exercice très réglementé	435
2.1. Une revendication connue.....	436
2.2. Une liberté de faire	436
2.3. Un devoir de respect.....	437
2.3.1. L'occupation des locaux	437
2.3.2. L'expulsion.....	437
2.4. Une responsabilité à assumer	438

SECTION 2

La riposte patronale	439
§ 1. Les stratégies de contournement.....	440
1.1. La tactique du licenciement	440
1.2. L'obligation de poursuivre l'activité.....	441
1.3. La fin de la grève : le protocole de fin de conflit.....	442
§ 2. Le lock-out	443

SECTION 3

L'autre solution : l'intermédiation.....	444
§ 1. La conciliation	445

§ 2. La médiation.....	446
§ 3. L'arbitrage.....	448
CHAPITRE IV	
Le devenir du collectif : la participation	451
SECTION 1	
La participation à la gestion quotidienne.....	453
§ 1. Une participation institutionnalisée	453
§ 2. Une participation procédurale	454
2.1. La procédure de sauvegarde	454
2.2. Le redressement judiciaire.....	455
2.3. La liquidation judiciaire	455
SECTION 2	
La participation financière.....	456
§ 1. La participation aux résultats	457
1.1. L'intéressement.....	457
1.2. La participation aux bénéfices	459
§ 2. L'épargne salariale	461
SECTION 3	
La participation à la gouvernance générale.....	463
§ 1. L'actionariat salarié, un droit relatif à la gouvernance.....	464
§ 2. La représentation des salariés dans les organes de gouvernance	465
Conclusion générale.....	471
Index alphabétique.....	473